

Note stratégique



L'architecture de sécurité transatlantique : potentialité de l'alliance franco-canadienne

Leah Schmidt et Léa Pérémarty

Cette note stratégique fait partie d'une série spéciale, dirigée par Laurent Borzillo (Forum de défense et stratégie, FDS), Teodora Morosanu (FDS) et Benjamin Boutin (Association France-Canada) avec le soutien du programme Mobilisation des idées nouvelles en matière de défense et de sécurité (MINDS) du ministère de la Défense nationale du Canada, qui vise à développer des échanges stratégiques franco-canadiens.

Résumé

L'architecture de sécurité transatlantique, fondée sur l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et l'Union européenne (UE), est essentielle à la stabilité de l'Europe et de l'Amérique du Nord, mais elle est confrontée à des problèmes croissants pour faire face aux menaces russes et chinoises. Le renforcement des défenses de l'Europe de l'Est par l'OTAN et les contributions financières aux opérations militaires de l'Ukraine démontrent sa réactivité, mais la dépendance de l'UE à l'égard du leadership américain met en évidence des faiblesses persistantes.

La France a pris l'initiative de plaider en faveur de la souveraineté européenne et d'une plus grande coopération entre l'OTAN et l'UE. Quant au Canada, ses propres engagements montrent son potentiel stratégique, en particulier dans l'Arctique, malgré les lacunes de sa défense nationale. Toutefois, des inquiétudes subsistent quant à la cohérence de l'OTAN, à la fiabilité de l'aide américaine et à la volonté de l'Europe d'assumer une plus grande responsabilité en matière de sécurité. L'OTAN et l'Europe étant potentiellement confrontées à la plus grave crise de « guerre chaude » depuis la Seconde Guerre mondiale, la question centrale est la suivante : quelle est la prochaine étape pour la sécurité transatlantique ?

Recommandations clés :

- Concentrer les investissements de l'OTAN sur des domaines stratégiques tels que la cybersécurité, la surveillance de l'Arctique et la guerre hybride.
- Renforcer une culture de responsabilité partagée au sein de l'OTAN, en promouvant une alliance équilibrée où les contributions de chaque pays correspondent à ses forces et à ses capacités.

- Renforcer dès maintenant les partenariats entre la France, le Canada et d'autres alliés afin d'aider l'OTAN à se prémunir contre la volatilité future de la politique étrangère des États-Unis, ce qui permettra de garantir une architecture de sécurité transatlantique robuste et plus autonome, indépendamment des changements politiques américains.
- Garantir les intérêts de l'OTAN dans l'Arctique en tirant parti de l'expertise du Canada dans ce domaine.
- Créer un centre de commandement logistique de l'OTAN afin de rationaliser les mouvements de troupes et les itinéraires d'approvisionnement, le Canada et la France donnant l'exemple en matière d'efficacité logistique.
- Créer un groupe de travail transatlantique sur la résilience aux menaces hybrides pour contrer les cyberattaques, la désinformation et la coercition économique.

Introduction

L'« architecture de sécurité transatlantique » désigne le réseau complexe d'alliances diplomatiques et de défense, principalement l'[OTAN](#) et l'[UE](#), qui garantit la sécurité collective et la stabilité en Europe et en Amérique du Nord, en dissuadant les puissances adverses telles que la Russie et la Chine de faire peser une menace sur elles. Elle représente à la fois un fondement stratégique et une plateforme pour renforcer la [stabilité régionale](#), permettant à ces États membres de mener des initiatives de défense en collaboration et de défendre des valeurs démocratiques communes. Bien que la France et le Canada aient des capacités militaires très différentes, ils peuvent tous deux être considérés comme des puissances moyennes parmi les membres de l'OTAN si l'on tient compte de l'impact économique et diplomatique.

L'importance de l'architecture de sécurité transatlantique n'a fait que croître ces dernières années. Par exemple, l'OTAN considère actuellement que la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine constitue la [menace la plus grave](#) et la plus immédiate pour l'Europe. Cette question est au cœur de l'agenda de l'OTAN, car la Russie tente de poursuivre son expansion violente vers l'ouest et son autorité directe par [la force, la subversion, l'invasion et l'annexion](#). Le conflit en cours touche également à des questions de sécurité mondiale plus larges, notamment la montée en puissance de la Chine, le nouveau champ de bataille géopolitique de l'Arctique et les échecs de la dissuasion de l'après-Guerre froide sur le théâtre européen. Face à ces tensions, l'Europe ne peut se permettre d'être uniquement réactive dans ses alliances et sa planification stratégique.

Face aux violations croissantes du système international par la Russie et à la menace permanente de l'utilisation d'armes nucléaires par Poutine, l'OTAN a mis à jour ses stratégies militaires, consolidant sa présence en Europe de l'Est avec la mise en place de [formations prêtes au combat](#). L'organisation a également renforcé ses [missions de surveillance aérienne](#) et la présence de ses forces navales dans les eaux de la Baltique et de la Méditerranée. Bien que le président français Emmanuel Macron ait tristement qualifié le travail de l'OTAN de « [mort cérébrale](#) » en 2019, l'invasion de l'Ukraine semble avoir redonné de l'importance à l'OTAN aux yeux des dirigeants français. Le conflit a également conduit des pays traditionnellement neutres comme la Suède et la Finlande à rejoindre l'OTAN, ajoutant un [tampon de sécurité](#) critique de 1 300 kilomètres le long de la frontière de la Finlande avec la Russie. En effet, la tradition de neutralité est devenue moins pertinente depuis la guerre en Ukraine, ce qui confirme que les principes diplomatiques traditionnels de [neutralité et de non-engagement](#) sont de plus en plus obsolètes dans l'Europe du XXI^e siècle.

Pour sa part, l'Union européenne (UE) continue de jouer le rôle géopolitique principal dans la guerre russo-ukrainienne. Malgré son manque général de puissance stratégique, elle apporte une contribution financière importante à la formation militaire en Ukraine, dépassant même les États-Unis. L'UE a également été confrontée à des défis non militaires, en particulier la forte dépendance économique et en ressources du continent à l'égard du gaz russe, qui limite la marge de manœuvre de l'Europe et rend impossible la mise en œuvre d'un embargo total contre l'État russe. Depuis lors, des mesures ont été [prises](#) pour réduire ces vulnérabilités sécuritaires, mais l'indépendance énergétique de l'Europe prendra du temps et nécessitera un alignement politique important entre les États membres - si elle est un jour atteinte.

On peut supposer que l'OTAN et l'UE ont fait preuve d'une plus grande réactivité que ce que le président russe Poutine avait prévu, bien que les deux organisations reconnaissent les défis que pose la « [concurrence stratégique intensifiée](#) » de notre époque. L'OTAN et l'UE [confirment](#) l'importance d'une défense européenne plus forte et plus efficace, qui contribue effectivement à la sécurité mondiale et transatlantique, complète l'action de l'OTAN et assure l'interopérabilité entre les continents.

L'instabilité politique américaine et la cohésion interne de l'OTAN

Malgré la réponse robuste de l'OTAN et de l'UE, le rôle à long terme des États-Unis dans la sécurité européenne reste incertain. Au cours de la première présidence de Donald Trump, l'engagement des États-Unis envers l'OTAN a été ouvertement remis en question, les critiques se concentrant principalement sur l'incapacité des membres européens à atteindre l'objectif de 2 % des dépenses de défense - une préoccupation reprise sous [l'administration Obama](#). 23 des 32 membres de l'OTAN atteignent désormais cet objectif. Bien que le Royaume-Uni, [l'Allemagne](#) et les [États-Unis](#), qui représentent collectivement environ 85 % des dépenses de défense de l'OTAN, le fassent depuis 2024, les débats sur le partage du fardeau de l'OTAN persistent dans le discours politique américain et menacent d'aggraver les divisions au sein de l'alliance.

Cette tension devrait perdurer, d'autant plus que l'Arctique devient un champ de bataille stratégique entre la Russie et l'Occident, l'Alaska jouant un rôle géographique central. Dans le même temps, les États-Unis sont confrontés à des défis croissants de la part de deux adversaires puissants, la Russie et la Chine, qui divisent leur attention et leurs ressources. Pour contrer la montée en puissance de la Chine, les États-Unis se sont tournés vers l'Indopacifique, renforçant leurs alliances par le biais d'initiatives telles que [l'accord tripartite AUKUS](#) avec l'Australie et le Royaume-Uni et suscitant [l'intérêt de la Nouvelle-Zélande](#) pour rejoindre le deuxième pilier d'AUKUS. Bien que ces mesures renforcent l'influence des États-Unis dans l'hémisphère oriental, elles soulèvent des inquiétudes quant à la capacité - ou à la volonté - de Washington de [réagir de manière décisive](#) à une escalade potentielle en Ukraine. Une réduction du rôle des États-Unis dans la sécurité européenne rendrait l'Europe vulnérable, ce qui pourrait permettre à la Russie de progresser en Ukraine. Bien que certains experts plaident en faveur d'une plus grande autonomie européenne, l'UE [reste tributaire](#) de son allié américain pour gérer le conflit à ses frontières.

Alors que l'OTAN est confrontée à des défis sécuritaires de plus en plus complexes et diversifiés, l'organisation est contrainte de donner la priorité à la qualité et à la valeur stratégique des partenariats émergents, plutôt qu'aux tactiques traditionnelles qui, [selon les experts](#), sont de plus en plus dépassées dans l'environnement sécuritaire contemporain. En effet, le mot « partage » dans l'expression « partage du fardeau » traditionnellement associée à l'Alliance est devenu largement inadéquat. Nous ne sommes plus au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et le continent européen n'est plus un « fardeau »

dont la sécurité dépend uniquement de son allié américain. L'OTAN représente une alliance qui présente des avantages pour chaque participant, et l'objectif de 2 % a, pendant un certain temps, affaibli la crédibilité et la cohésion de l'Alliance, les remises en question de l'efficacité et de la possibilité d'atteindre cet objectif remontant au sommet du Pays de Galles [de 2014](#). En outre, de [nouvelles recherches](#) indiquent que les dépenses prédisent les résultats en matière de défense et que la désagrégation des dépenses de défense est susceptible d'améliorer les résultats. Bien qu'un partage équitable des charges puisse être un modèle irréaliste pour tous les partenaires de l'OTAN, cette question démontre l'importance de développer des relations bilatérales clés en matière de défense sur des questions de financement urgentes.

La France comme meneur émergent

Dans un conflit impliquant la Russie, deuxième puissance nucléaire mondiale, le pire scénario est l'utilisation d'armes de destruction massive. C'est pourquoi la dissuasion mutuelle d'une guerre totale reste un objectif majeur. À cet égard, deux acteurs qui étaient auparavant des puissances moyennes prennent de plus en plus d'importance : La France et le Canada. Depuis le départ de la dirigeante allemande Angela Merkel, Emmanuel Macron s'est imposé comme l'un des remparts politiques les plus crédibles contre une victoire militaire russe. Bien que Macron n'ait pas toujours eu une [position explicitement pro-Ukraine](#) et qu'il ait plaidé à plusieurs reprises pour une solution diplomatique avec la Russie, [sa position s'est](#) durcie en 2024, déclarant à Prague en mars 2024 que les Européens ne peuvent pas être « [lâches](#) » lorsqu'ils contrent Moscou.

Ce changement d'attitude de M. Macron est d'autant plus important que la France reste une puissance de défense de premier plan au sein de l'OTAN et en Europe, grâce à son important financement de la défense, à sa technologie militaire de pointe et à son leadership politique affirmé. Avec l'un des budgets militaires les plus importants d'Europe - qui devrait dépasser 413 milliards d'euros entre 2024 et 2030 - la France modernise ses capacités, notamment dans les domaines de la cybernétique et de la technologie nucléaire, et accroît sa [disponibilité opérationnelle](#) dans toute l'Europe. Sur le plan politique, le président Macron s'est fait le champion de l'« [autonomie stratégique](#) » européenne, plaidant pour un renforcement du rôle de l'UE en matière de défense afin de compléter l'OTAN et de réduire la dépendance à l'égard des États-Unis, positionnant ainsi la France au centre de la politique de défense en Europe.

Face à l'affaiblissement continu du [lien transatlantique](#), la France est contrainte d'assumer un leadership continental supplémentaire, tant sur le plan politique que défensif. Bien que la France ait traditionnellement [incité à la prudence](#) en soutenant pleinement l'OTAN, la revue stratégique 2017 de la France a néanmoins défini l'autonomie stratégique de l'Europe comme un élément [crucial](#) de sa politique de défense et préconise de plus en plus une [position européenne plus agressive](#). Dans le cadre de cette stratégie, la France s'engage à renforcer la défense européenne dans le cadre de l'UE et insiste particulièrement sur la nécessité d'une [culture stratégique commune](#). Depuis 2017, la France a mis en œuvre un certain nombre de mesures politiques visant à renforcer la défense européenne, telles que l'Initiative européenne d'intervention, qui vise à favoriser une culture stratégique européenne partagée. L'autonomie stratégique est un objectif officiel de l'Union depuis [la Stratégie](#) et, en conséquence, l'UE s'est dotée d'un « paquet défense » européen permanent dans le cadre du [Fonds européen de défense](#). Ce paquet comprend un certain nombre d'initiatives destinées à améliorer les capacités et l'efficacité militaires européennes. Il comprend un examen annuel coordonné de la défense (CARD), qui identifie les lacunes en matière de capacités, la coopération structurée permanente (PESCO), qui vise à approfondir progressivement la coopération en matière de défense entre les membres de l'UE, et a doté

le Fonds européen de défense (FED) de huit milliards d'euros entre 2021 et 2027 afin d'aider les États membres à développer des équipements, de la recherche et des technologies en matière de défense.

L'UE précise que l'objectif de ce [paquet](#) ambitieux est « d'être en mesure d'agir rapidement et de manière décisive lorsqu'une crise éclate, avec des partenaires si possible et seul si nécessaire ». Cette volonté d'autonomie correspond aux besoins de l'architecture de sécurité transatlantique, car « l'augmentation des capacités européennes contribuera également au [renforcement de l'Alliance atlantique](#), élément clé de la sécurité européenne ». Une collaboration accrue entre l'UE et l'OTAN par le biais d'un pilier européen apparaît donc comme une possibilité tangible de renforcer et d'équilibrer les tensions inhérentes à la défense transatlantique actuelle. Et bien qu'historiquement le développement de l'autonomie européenne en matière de sécurité n'ait pas été bien accueilli de l'autre côté de l'Atlantique, cette tendance a changé lorsque le secrétaire à la Défense Lloyd Austin [a déclaré en 2021](#) que les États-Unis soutenaient un plan de défense conjoint de l'UE qui renforçait l'OTAN.

Bien sûr, le projet d'autonomie stratégique européenne doit tenir compte des réalités politiques et militaires, et la construction d'une défense européenne ne se fera pas immédiatement. Cependant, l'établissement en cours de l'autonomie stratégique européenne, aussi difficile que soit cet objectif, pourrait être le seul filet de sécurité dont disposent les Européens pour maintenir l'architecture de sécurité transatlantique et faire face aux menaces émergentes. En effet, la voie vers une autonomie stratégique effective [implique](#) la poursuite du développement d'un pilier européen au sein de l'OTAN afin d'équilibrer les relations transatlantiques et de maintenir un équilibre sécuritaire sur le continent pendant la guerre d'agression russe en cours en Ukraine. Un dialogue récent reconnaissant la nécessité d'une meilleure [collaboration entre l'OTAN et l'UE](#), au lieu d'une concurrence entre les organisations, s'est également développé dans ce domaine.

Le Canada comme allié improbable

Le deuxième État d'intérêt à ce moment crucial est le Canada, dont le rôle dans l'espace de défense est étroitement lié à celui de la France. En septembre 2024, la France a clarifié ses intentions futures en [signant](#) la *Déclaration Canada-France sur un partenariat renforcé en matière de défense et de sécurité*. Cet accord a mis en évidence la valeur de certains partenaires non européens dans le cadre du réalignement plus large de la France en matière de défense. S'appuyant sur une histoire de coopération façonnée par les deux guerres mondiales, [le partenariat](#) vise à développer un « partenariat stratégique plus ambitieux », en se concentrant sur les menaces émergentes telles que les cyberattaques et l'ingérence numérique étrangère, la sécurité indopacifique et le soutien à l'Ukraine. La [visite du président Macron à Ottawa](#) en septembre 2024 a encore souligné l'approfondissement des liens entre les deux nations, les [discussions](#) avec le Premier ministre Trudeau ayant porté sur la défense, le soutien à Haïti, la lutte contre le changement climatique et la prise en compte de l'essor de l'intelligence artificielle.

Alors que le Canada n'est généralement pas considéré comme une force de premier plan au sein de l'OTAN, son partenariat avec la France souligne le potentiel stratégique des puissances moyennes pour combler les lacunes capacitaires essentielles et renforcer l'agilité de l'OTAN face aux défis modernes. Cette collaboration prend de l'importance dans le contexte des engagements multilatéraux, notamment le [groupe de contact pour la défense de l'Ukraine](#) (groupe de Ramstein), le [mécanisme de Tallinn](#) et la [déclaration conjointe de soutien à l'Ukraine du G7](#) en 2024. L'histoire, la langue et les valeurs communes de la France et du Canada constituent en outre une base solide pour des opérations coordonnées qui complètent les efforts de l'OTAN, offrant une approche multilatérale plus souple qui complète le leadership des États-Unis au sein de l'alliance.

Toutefois, les capacités de défense du Canada sont confrontées à d'importants défis qui limitent son aptitude à exercer une influence constante. Un [sous-financement chronique](#) et un système d'acquisition trop complexe ont entravé la modernisation de l'infrastructure de défense canadienne. Par exemple, le ministère canadien de la défense a récemment dépensé [34,8 millions de dollars](#) pour l'achat de nouveaux sacs de couchage destinés à un exercice nordique conjoint en Alaska, qui ont ensuite été jugés inadaptés aux hivers typiques du Canada. De tels faux pas soulignent les faiblesses persistantes de la planification de la défense et des ressources du Canada, qui peuvent entraver sa contribution aux opérations alliées.

Malgré ces obstacles internes, le Canada reste un partenaire stratégiquement précieux pour la France, offrant des avantages uniques qui renforcent la sécurité transatlantique. Au-delà de l'OTAN, leur coopération de longue date par le biais du commerce, de la Francophonie et d'initiatives de défense telles que le Conseil de coopération franco-canadien en matière de défense et la Coalition mondiale pour vaincre Da'esh témoigne d'un partenariat fiable de portée mondiale. Les approches alignées du Canada sur celles de la France dans des régions telles que Haïti, le Liban, l'Indopacifique et le Sahel témoignent d'un engagement commun en faveur de la stabilité dans des zones d'intérêt transatlantique vital.

Bien que la position du Canada au sein de l'OTAN ne soit pas en pleine ascension, son engagement constant en faveur de valeurs communes, sa fiabilité politique et l'importance qu'il accorde au multilatéralisme en font un partenaire utile pour faire face à des défis géopolitiques en constante évolution. Pour la France, le Canada est un allié fiable qui complète ses priorités stratégiques au sein de l'OTAN, en particulier dans les régions où l'influence française est essentielle au maintien de la stabilité. Ce partenariat renforce l'architecture de sécurité transatlantique, offrant un contrepoids au rôle fluctuant des États-Unis et soulignant la valeur des alliés non européens dans un paysage mondial de plus en plus complexe.

Recommandations

Pour préserver le lien transatlantique, la politique doit refléter les capacités distinctes que chaque allié apporte, reconnaître l'évolution de la valeur des États-Unis pour l'OTAN et tenir compte de l'évolution rapide de l'environnement de sécurité. Sur la base d'un examen des propositions existantes des parties prenantes concernées, nous recommandons ce qui suit :

1) Donner la priorité aux capacités ayant un impact significatif sur la défense

L'OTAN devrait reconnaître les investissements en matière de défense en fonction de leur valeur stratégique plutôt qu'en fonction des seules contributions traditionnelles. Les menaces émergentes en matière de cybersécurité, de surveillance de l'Arctique et de guerre hybride nécessitent le renforcement du partenariat transatlantique entre la France et le Canada. Le renforcement de cette alliance augmentera l'accessibilité des technologies spécialisées et de l'expertise régionale et garantira que les États membres sont prioritaires pour les opérations régionales à fort impact. La planification d'initiatives conjointes franco-canadiennes dans des domaines tels que la cyberdéfense et la préparation à l'Arctique démontre la valeur stratégique de ces partenariats ciblés.

Pour consolider ce partenariat, l'OTAN pourrait mettre en place des groupes de travail conjoints spécialisés ou des accords de partage de technologies qui faciliteraient la collaboration sur des projets spécifiques à fort impact, permettant ainsi une intégration plus poussée des capacités de défense du

Canada et de la France dans les opérations régionales et dirigées par l'OTAN. En outre, l'élargissement des exercices militaires conjoints dans les domaines de l'Arctique et de la cybersécurité renforcerait l'état de préparation opérationnelle et l'interopérabilité, ce qui permettrait d'adopter une posture de défense proactive face aux avancées de l'adversaire.

2) **Rebâtir la solidarité au sein de l'OTAN**

[Avec la montée](#) des groupes radicaux et la polarisation politique accrue tant en Europe qu'aux États-Unis, la cohésion de l'OTAN est menacée, ce qui compromet la capacité de l'alliance à opérer efficacement en tant que front unifié. La cohésion de l'alliance transatlantique est gravement menacée. Pour fonctionner de manière optimale, l'OTAN doit s'appuyer sur la stabilité politique et la résilience démocratique de ses pays membres, ce qui est essentiel pour la confiance mutuelle et la synergie opérationnelle au sein de l'architecture de sécurité transatlantique. À cette fin, la France et le Canada jouent un rôle central dans la promotion de la solidarité au sein de l'OTAN en défendant les valeurs démocratiques et en soutenant les initiatives de défense conjointe qui mettent l'accent sur l'égalité entre les États membres.

Pour rétablir la confiance entre les alliés et réduire la dépendance à l'égard d'un seul membre, l'OTAN devrait donner la priorité aux initiatives qui [requièrent des contributions actives](#) de plusieurs pays afin d'accroître l'adhésion politique et de réduire les limites de capacité. Cela s'applique en particulier à des domaines tels que la cyberdéfense, le partage du renseignement et les programmes de lutte contre la radicalisation. Par exemple, une coalition dirigée par le Canada et la France, axée sur le renforcement de la cyberdéfense et des mesures de lutte contre la radicalisation, pourrait servir de modèle de collaboration équitable, en s'appuyant sur les solides réseaux de renseignement de la France et les capacités avancées du Canada en matière de cybernétique.

Cette approche renforcerait une culture de responsabilité partagée au sein de l'OTAN, en favorisant une alliance équilibrée où les contributions de chaque pays correspondent à ses forces et à ses capacités. En soutenant des programmes qui favorisent la responsabilité conjointe, l'OTAN peut construire une alliance plus résiliente, moins vulnérable aux changements de climat politique dans l'un ou l'autre des États membres, et positionner des contingents régionaux plus forts comme la France et le Canada pour maximiser leur expertise existante afin de jouer un rôle de premier plan dans des domaines clés.

3) **Augmenter l'engagement des alliés sous-utilisés**

Le [manque de fiabilité](#) perçu des États-Unis en tant qu'alliés a mis en évidence les risques liés au fait de considérer l'OTAN comme une alliance purement « transactionnelle », une position mise en avant pendant la période 2016-2020 de l'administration Trump. Face à des enjeux aussi importants que la menace potentielle des armes de destruction massive, les alliances de sécurité [ne peuvent pas](#) dépendre du résultat des élections d'un seul pays, ni de la volonté politique d'acteurs isolés de s'engager dans un processus décisionnel fondé sur le consensus. Par conséquent, pour que l'OTAN conserve son intégrité, elle doit aller au-delà de la seule dépendance à l'égard des États-Unis et intégrer activement les contributions d'autres alliés. La France, en tant que leader européen en matière de défense, peut jouer un rôle essentiel en engageant des alliés traditionnellement « sous-utilisés » tels que l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, le Royaume-Uni et surtout le Canada, afin d'établir de nouveaux points de contact stratégiques dans des domaines de pression critiques.

En outre, la participation du Canada offre à la France une occasion unique de favoriser la collaboration dans des domaines où les deux pays excellent, tels que la souveraineté dans l'Arctique et la cybersécurité. Le récent [doublage du contingent canadien à l'OTAN](#), le lancement du [Centre de l'OTAN](#) sur le changement climatique et la sécurité à Montréal et l'engagement du Canada à l'égard d'une formation dirigée par l'OTAN sur les effets cybernétiques souverains soulignent la valeur stratégique du Canada en tant qu'allié inébranlable et compétent. Le renforcement du partenariat transatlantique franco-canadien devrait également impliquer des exercices militaires conjoints axés sur l'état de préparation dans l'Arctique et des accords élargis de partage du renseignement pour renforcer les capacités régionales contre les variables que sont les cybermenaces et les menaces environnementales.

Dans la perspective de l'élection de 2024, les conséquences de la seconde présidence Trump ne sont pas encore totalement connues, mais il est raisonnable de supposer qu'elle pourrait amplifier les défis au sein de l'OTAN, ce qui pourrait conduire à des réductions encore plus importantes du soutien des États-Unis ou à un nouvel accent mis sur le partage du fardeau financier qui pourrait mettre à rude épreuve les liens transatlantiques. Le renforcement des partenariats entre la France, le Canada et d'autres alliés aiderait l'OTAN à se prémunir contre la volatilité future de la politique étrangère américaine, en garantissant une architecture de sécurité transatlantique robuste et plus autonome, indépendamment des changements politiques américains.

4) Le champ de bataille du Haut-Arctique

L'Arctique est [largement considéré](#) par les experts comme le « prochain point d'ignition perpétuel pour les grandes puissances », et le conflit actuel avec la Russie ne fait qu'accroître son importance stratégique. Avec l'expansion de l'OTAN vers le nord, l'Europe et le Canada ne peuvent plus se permettre de négliger la souveraineté de l'Arctique, d'autant plus que le changement climatique remodèle les routes traditionnelles couvertes de glace, rendant la région plus accessible à des adversaires potentiels. Le partenariat de plus en plus étroit entre la Russie et la Chine ajoute à l'urgence et modifie la dynamique du pouvoir dans l'Arctique.

Le Canada, leader de longue date de l'OTAN en matière de capacités arctiques, offre à la France et à d'autres partenaires européens un avantage décisif pour sécuriser cette région. Le Canada est l'un des rares membres de l'OTAN à disposer de navires brise-glace, une capacité dont même les États-Unis sont dépourvus, ce qui lui permet d'assurer l'accès et les patrouilles dans le Nord tout au long de l'année. Contrairement aux États-Unis, l'engagement de longue date du Canada en faveur de la défense de l'Arctique par l'intermédiaire du NORAD lui a permis de développer des infrastructures résistantes et des relations avec les communautés locales, ce qui est essentiel pour dissuader toute influence étrangère. L'appel d'offres en cours du Canada pour des sous-marins, à la suite d'une [enquête auprès de fournisseurs internationaux](#), associé à son expérience et à son état de préparation pour les opérations dans l'Arctique, constitue un avantage stratégique qui pourrait être mis à profit dans le cadre d'une collaboration avec la France.

Pour renforcer la défense de l'Arctique, l'OTAN devrait donner la priorité aux exercices d'entraînement conjoints franco-canadiens sur la guerre dans l'Arctique et investir dans des projets d'infrastructure partagés. La France et le Canada pourraient également collaborer au développement de technologies résistantes au climat et de programmes de surveillance conjoints, afin d'assurer une présence robuste et alignée sur l'OTAN dans l'Arctique. De telles initiatives permettraient non

seulement de renforcer la sécurité transatlantique, mais aussi la souveraineté collective de l'OTAN dans une région qui évolue rapidement et qui est de plus en plus contestée.

5) Renforcer l'interopérabilité logistique

Alors que l'OTAN se prépare à [faire face à des menaces en constante évolution](#) dans de multiples régions, l'interopérabilité logistique - procédures normalisées, infrastructures partagées et chaînes d'approvisionnement coordonnées - est devenue un facteur essentiel du maintien de l'état de préparation opérationnelle. L'amélioration de la compatibilité logistique entre les membres de l'OTAN permettrait une mobilisation plus rapide et réduirait la charge logistique pesant sur les États de première ligne, en particulier en Europe de l'Est, où un déploiement rapide est essentiel. L'amélioration de l'interopérabilité au sein de l'Alliance pourrait impliquer des investissements dans des plateformes de transport partagées, des réseaux d'approvisionnement rationalisés et une infrastructure numérique unifiée permettant aux forces de l'OTAN d'opérer en toute transparence par-delà les frontières.

Par exemple, la création d'un « Centre de commandement logistique de l'OTAN » sous l'égide du [Comité logistique de l'OTAN](#), chargé de superviser spécifiquement les ressources de transport partagées, de coordonner les mouvements de troupes et de gérer les itinéraires d'approvisionnement, permettrait d'améliorer considérablement les délais de réaction en cas de crise. Si la France et le Canada apportent une expertise logistique substantielle - l'expérience de la France dans les déploiements en Europe et en Afrique, et la compétence du Canada dans les lignes d'approvisionnement de l'Arctique -, relever avec succès les défis logistiques de l'OTAN exige un leadership actif et la contribution des membres du flanc oriental. Ces membres, en particulier ceux de la région balte et de la Pologne, sont confrontés aux défis logistiques les plus graves en raison de leur proximité avec des zones de conflit potentielles et de la complexité des infrastructures au-delà de l'Allemagne. L'intégration explicite de leurs perspectives stratégiques et des réalités de l'infrastructure dans le centre logistique proposé garantirait que les plans opérationnels sont fondés sur les besoins régionaux les plus urgents. En dirigeant conjointement les efforts visant à établir des protocoles normalisés et des réseaux logistiques multinationaux en collaboration avec les alliés du flanc oriental, la France et le Canada pourraient établir un modèle de logistique efficace et coopérative qui renforcerait l'agilité et l'état de préparation de l'OTAN dans son ensemble, en particulier dans ses zones les plus vulnérables.

Investir dans [l'interopérabilité logistique](#) ne renforce pas seulement l'alliance transatlantique en permettant une action plus rapide et coordonnée, mais réduit également la dépendance à l'égard de l'infrastructure logistique d'un seul membre de l'OTAN. Une stratégie logistique unifiée garantirait que la capacité de l'OTAN à répondre rapidement aux menaces dans des régions telles que l'Arctique, l'Europe de l'Est et la Méditerranée reste solide, et renforcerait une architecture de sécurité transatlantique préparée à répondre aux exigences de la guerre moderne.

6) Renforcer la résilience face aux menaces hybrides

[Les menaces hybrides](#), qui comprennent des tactiques non traditionnelles telles que les cyberattaques, les campagnes de désinformation et la coercition économique, sont de plus en plus utilisées par des acteurs étatiques et non étatiques pour déstabiliser les États membres de l'OTAN de l'intérieur. Il est essentiel de renforcer la résilience face à ces menaces pour maintenir la sécurité nationale et collective. L'OTAN devrait donner la priorité au développement d'une défense coordonnée contre la guerre

hybride, en dotant les alliés des outils et des ressources nécessaires pour détecter, atténuer et répondre aux attaques contre les infrastructures critiques, les réseaux d'information et l'opinion publique.

Un groupe de travail transatlantique sur la résilience face aux menaces hybrides pourrait diriger les efforts de l'OTAN dans ce domaine, en s'appuyant sur l'expertise du Canada en matière de cyberdéfense et sur le leadership de la France dans les initiatives de contre-désinformation. Ce groupe de travail se concentrerait sur le renforcement des capacités de détection des menaces hybrides de l'OTAN et sur l'établissement de protocoles de réaction rapide en cas d'incursions physiques et numériques. Pour éviter les doubles emplois, la task force travaillerait en étroite coordination avec le Centre d'excellence européen pour la lutte contre les menaces hybrides d'Helsinki, en tirant parti de ses recherches, de ses cadres et de son expertise. En s'appuyant sur les travaux du centre d'Helsinki, la task force pourrait servir de passerelle entre les besoins opérationnels de l'OTAN et les idées stratégiques développées par les centres d'excellence. Par exemple, la création d'un centre de renseignement partagé pour les données sur les menaces hybrides, accessible à tous les membres de l'OTAN, compléterait l'accent mis par le centre d'Helsinki sur les meilleures pratiques en opérationnalisant ces informations dans le cadre d'une action préemptive. Cette approche collaborative garantirait un cadre stratégique unifié tout en maximisant l'utilité des ressources existantes de l'OTAN et en évitant les redondances.

En outre, l'organisation régulière de simulations conjointes de menaces hybrides impliquant les États membres de l'OTAN permettrait aux forces de l'OTAN de s'entraîner à des réponses collaboratives aux [cyberattaques, aux attaques informatiques et économiques](#). De telles initiatives ne dissuaderaient pas seulement les adversaires en démontrant l'état de préparation de l'OTAN, mais garantiraient également que les États membres soient moins sensibles à la déstabilisation interne que les menaces hybrides peuvent provoquer. En donnant la priorité à la résilience face à ces tactiques, l'OTAN peut maintenir une alliance transatlantique sûre, équipée pour protéger ses États membres contre les défis traditionnels et non conventionnels du paysage sécuritaire actuel.

Conclusion

Alors que la guerre russo-ukrainienne continue de déstabiliser l'Europe, l'architecture de sécurité transatlantique est soumise à une pression croissante pour s'adapter, en donnant la priorité à la résilience et à la réactivité face aux menaces émergentes. Il est essentiel de faire face à l'avancée de la menace russe, mais pour y parvenir efficacement, l'OTAN et l'UE devront aller au-delà des alliances traditionnelles et approfondir les partenariats susceptibles d'offrir une valeur stratégique durable. Le nouveau secrétaire général de l'OTAN, [Mark Rutte](#), hérite d'un rôle stimulant, notamment en ce qui concerne la gestion de la coordination entre l'UE et l'OTAN en vue de construire un cadre de défense européen plus fort et plus unifié. Le leadership de M. Rutte sera essentiel pour guider l'évolution de l'OTAN, et son succès dépendra fortement de l'exploitation des forces distinctes des partenariats clés, en particulier de ceux tels que l'alliance stratégique naissante du XXI^e siècle entre la France et le Canada.

En effet, le partenariat actuel entre la France et le Canada constitue un modèle de collaboration pour les puissances moyennes, qui allie l'expertise régionale, la capacité technologique et l'engagement en faveur des objectifs de sécurité transatlantiques. Qu'il s'agisse des capacités arctiques et de la résilience cybernétique du Canada ou de la technologie militaire et du leadership de la France en matière d'autonomie stratégique européenne, ce partenariat illustre le potentiel des puissances

moyennes à apporter une valeur ajoutée substantielle à l'OTAN, en comblant des lacunes opérationnelles critiques que les alliés plus importants ne peuvent combler seuls. En donnant la priorité aux capacités à fort impact, en reconstruisant la solidarité de l'Alliance, en faisant appel à des alliés sous-utilisés et en sécurisant le Haut-Arctique, la France et le Canada montrent comment des collaborations ciblées peuvent renforcer la portée et la réactivité de l'OTAN dans le paysage sécuritaire en évolution rapide auquel la communauté transatlantique est confrontée.

À propos des auteurs

Leah Schmidt est doctorante au département de politique et d'études internationales de l'Université de Cambridge, spécialisée dans la recherche sur les femmes, la paix et la sécurité, la théorie posthumaniste et les études féministes sur la sécurité. Elle est titulaire d'une maîtrise en études sur le genre de Cambridge en tant que boursière canadienne Chevening et récipiendaire d'une subvention mondiale du Rotary Trust, ainsi que d'une double licence en études féminines (avec mention) et en relations internationales (avec distinction) de l'Université de Calgary.

Léa Pérémarty est titulaire d'une maîtrise en droit international et politique de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM), où elle s'est spécialisée dans les questions de sécurité internationale et le droit des conflits armés. Ses recherches portent sur le concept de lawfare et son application à la guerre en Ukraine. Elle a également effectué un stage au Réseau d'Analyse Stratégique, contribuant à la recherche sur les enjeux contemporains de défense et de sécurité.